

Au Congo, la candidature unique des opposants au régime de Kabila s'effondre

LE RÉSUMÉ

Un des leaders de l'opposition congolaise, Félix Tshisekedi, est revenu lundi sur son soutien à **Martin Fayulu** comme **candidat unique de l'opposition** au camp Kabila.

À six semaines de la présidentielle, ce dernier avait été désigné par les responsables d'opposition pour **briguer en leur nom la présidence de la République**.

L'opération, qui visait à **mettre toutes les chances du côté de l'alternance** à l'approche de ce scrutin à un seul tour, est largement compromise.

FRÉDÉRIC ROHART

L'unité de l'opposition congolaise s'effondre comme un château de cartes. Pour tourner la page de l'ère Kabila, les opposants au régime en place depuis 18 ans avaient pris une décision historique, dimanche: puisque le régime s'est doté d'un scrutin présidentiel à un seul tour, il se choisissait un candidat unique.

En désignant Martin Fayulu pour faire face le 23 décembre au successeur que s'est désigné Joseph Kabila, les opposants au régime mettaient toutes les chances du côté de l'alternance. C'était sans compter la «colère» de la base. Lundi soir, deux des chefs d'opposition, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, ont annoncé qu'ils se retirent de l'accord signé la veille lors d'un huis clos en Suisse. *«J'ai compris que l'acte posé à Genève a été mal compris et rejeté par la base»*, a indiqué Félix Tshisekedi (UDPS), très populaire fils du fondateur de ce mouvement historique d'opposition. Quelques minutes plus tard, l'ancien président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe (UNC), a invoqué la même raison, *«respecter la volonté de (sa) base»*, pour retirer sa signature de l'accord sans attendre que l'encre ne soit sèche.

Les deux hommes n'avaient pas précisé, lundi soir, si leur décision signifiait une triple candidature de l'opposition face au candidat de la majorité. Reste que cette décision brise l'élan donné à Martin Fayulu, 62 ans. Relativement inconnu du grand public, cet outsider avait mis tout le monde d'accord le temps d'un week-end. Il avait le soutien des deux poids lourds hors compétition, Moïse Katumbi en exil, et Jean-Pierre Bemba interdit de scrutin. Vu leur

poids politique, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe ne pouvaient faire figure de candidat unique au détriment de l'autre. Ils avaient donc porté leur choix sur un cheval commun: le président du petit parti Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé). Kinoin, il est issu du secteur pétrolier – il a longtemps travaillé comme cadre chez Mobil Oil. Élu pour la première fois député en 2006, il s'est opposé sans

ambiguïté au régime – ce qui lui a notamment valu une balle en caoutchouc sur la tête et plusieurs interpellations lors de manifestations. Opposé à la prolongation du mandat de Joseph Kabila au-delà de la fin de son second mandat, en décembre 2016, il a été au bout de la logique en février de l'année suivante: il a quitté l'Assemblée nationale et renoncé à ses émoluments pour ne pas être *«un député illégitime»*.

Aubaine pour la majorité

En poussant un candidat de l'Ouest, moins peuplé, les grandes figures de l'opposition que sont Vital Kamerhe ou Félix Tshisekedi, pouvaient appeler leurs électeurs à voter pour lui sans se renier. Mais encore fallait-il voir ce soutien confirmé financièrement: *«Il faut des dizaines de millions*

de dollars pour peser dans une campagne nationale, or Martin Fayulu ne les a pas, indique Bob Kabamba, politologue à l'Université de Liège. Les deux seuls qui disposaient des moyens de mener une campagne nationale sont Bemba et Katumbi.»

Le coup de théâtre de lundi est une aubaine pour le candidat de la majorité, Emmanuel Ramazani Shadary, ex-ministre de l'Intérieur. S'il fait face à deux ou trois candidats d'opposition forts, il a toutes ses chances. Sans compter le coup de pouce de l'appareil de l'État dont il pourrait bénéficier. *«Son responsable de la sécurité n'est autre que l'actuel ministre de l'Intérieur; le trésorier de la campagne est le ministre des Finances, et les gouverneurs de provinces se retrouvent coordinateurs provinciaux de sa campagne»*, souligne Kabamba. Cette mise en place lui fait craindre de nouvelles irrégularités. Si le scrutin du mois prochain se passe bien, ce serait la première transition pacifique en RDC depuis la déclaration d'indépendance.

«J'ai compris que l'acte posé à Genève a été mal compris et rejeté par la base.»

FÉLIX TSHISEKEDI
MEMBRE DE LUDPS